

suffisent pas toujours à amadouer l'ouvrier américain, ni les menaces à l'intimider. Les grèves récentes sont là pour le prouver, et spécialement la victoire de Passaic, ou vingt mille ouvriers sans appui, après des mois de picketing et de bagarres journalières avec les policiers et les jaunes, arrachèrent aux open-shoppers du textile l'augmentation des salaires et la reconnaissance du syndicat.

B) Le « Company-Unionisme ».

Dans des affaires comme Passaic, le patronat a trouvé comme alliés naturels les bureaucrates réactionnaires de l'A. F. of L. Cela les a amené peut-être à considérer que les syndicalistes professionnels pourraient avoir du bon, surtout les syndicalistes sans les syndicats. En tout cas, le dernier plan de « l'Usine ouverte » préconise dans les circonstances où il y a avantage à ne pas heurter le syndicat de front, la tactique plus perfectionnée, plus libérale du **Company-Unionism**.

Qu'est-ce qu'une **Company-Union**? C'est la combinaison, l'accouplement contre nature de la société industrielle et du syndicat ouvrier (détaché bien entendu de ses liens avec les travaillistes et les organisations ouvrières de la même industrie).

Les représentants des ouvriers sont admis à partager certaines discussions d'ordre administratif et à présenter au superintendant les doléances de leurs commettants. Le but des organismes mixtes est d'activer la production pour augmenter les salaires. Tout le personnel de l'entreprise, du patron au simple ouvrier, est membre de l'association de plein droit ou facultativement, selon les cas. La tactique consiste pratiquement à amener les ouvriers à se désintéresser complètement de l'union. Celle-ci fonctionne sous la garantie d'une charte ou plan qui définit les modalités de la collaboration, assure la sauvegarde des intérêts de l'entreprise et quelquefois promet en échange aux employés des conditions égales ou supérieures à celles en vigueur dans les entreprises contrôlées par les syndicats. Les « représentants » sont élus par l'assemblée générale; ils sont peu nombreux, pris dans le personnel, et généralement c'est la liste composée par le patron qui est élue, soit que le vote soit public, soit que personne n'ose se présenter contre elle. L'immixtion des « agitateurs » et des « meneurs » syndicalistes est soigneusement écartée.

Cela n'empêche pas l'A. F. of L. de regarder les **Company-Unions** d'un œil plus que favorable et d'exalter les mots d'ordre de la collaboration de classe et de l'indépendance syndicale (!).

Samuel Gompers n'a-t-il pas proclamé qu'il faut « récompenser les amis du travail et punir ses ennemis ». A ses yeux, les Rockfeller, les directeurs de Pennsylvania Railroad, les patrons du textile New-yorkais, etc..., se sont classés parmi les amis du travail en inaugurant le **Company-Unionism**.

Mais cet avis n'est pas toujours partagé par les intéressés, et parfois, las d'attendre les améliorations toujours différées, ou bien encore convaincus de la duplicité et de la corruption de leurs chefs, ils se révoltent contre l'hypocrisie collaborationniste des C.-U.

De la base inorganisée montent la colère et l'émeute. Les ouvriers du textile ont récemment montré à New-York que la classe ouvrière ne se laisse pas duper indéfiniment.

C) La transformation du syndicat en mutualité, en amicale, en club de conférences, en société coopérative, etc...

On garde le nom et l'on fait dégénérer la chose. Toute la pourriture réformiste de l'A. F. of L. est l'œuvre d'un patronat avisé, démocrate.

On s'efforce d'acheter le syndicaliste, de le corrompre, de l'embourgeoiser, d'en faire un « capitaliste-ouvrier », de le rattacher par des liens pécuniaires aux intérêts patronaux. On introduit dans le Trade-Unionisme, par l'intermédiaire des bureaucrates et des réactionnaires, des mœurs de société amicale, de tribune libre pour palabres inoffensives, voire de conseil d'administration.

Que la « banque ouvrière » soit un organisme patronal, ou qu'elle soit un organisme syndical, le résultat est le même. L'idéologie du petit rentier est introduite chez les « épargnants », chez les « fonctionnaires ». Le salarié et l'actionnaire sont réunis dans le même homme et s'embrassent.

Comme les banques ouvrières, les compagnies « ouvrières » d'assurances n'ont en réalité d'ouvrières que le nom; les représentants des ouvriers, bureaucrates réformistes plus ou moins ouvertement contrôlés par le patron, « agissent comme individus » et non comme syndicalistes. Leur rôle est celui des administrateurs d'une mutualité bourgeoise.

Elle est à la compagnie d'assurances classique ce que sont au mouvement « **Anti-Union** » à l'école (entrepris par l'Open Shop), les fondations des **University Extensionists** et les Collèges ouvriers qui travaillent à embourgeoiser les jeunes prolétaires intelligents conformément au prudhomme mot d'ordre du « **Président Green** »: « Nous devons, par l'éducation, porter aux travailleurs organisés le message des travailleurs organisés » (?).

De la monarchie absolue de Ford et des **Open Shoppers**, de la monarchie constitutionnelle du **Company Unionism**, et de la « **démocratie industrielle** » telle que la conçoit la droite de l'A. F. of L., quelle est la forme de gouvernement de l'ouvrier par le patron qui convient le mieux à l'impérialisme? Il semble bien que la démocratie se révèle, pour l'Amérique d'aujourd'hui, « la meilleure enveloppe du capitalisme » (Lénine) mais peut-être aussi le terrain politique de son développement final.

La Comédie du Désarmement Naval

Qu'est-ce que cela? Du « pacifisme », mais un pacifisme qui impose sa volonté par sa supériorité économique formidable et prépare « pacifiquement » sa supériorité militaire dans la prochaine période historique.

L. TROTSKY

(Europe et Amérique.)

Après Wilson, après Harding, voici Coolidge qui pose de nouveau la bourgeoisie américaine en champion du désarmement naval. Et voici la bourgeoisie française, par l'organe de ses représentants Poincaré, Briand, Boncour, qui s'oppose, en février 1926 comme en février 1922, à cette politique pacifiste, pour conserver la liberté de construire à volonté des croiseurs et des sous-marins.

Est-ce bien là une politique raisonnable pour une bourgeoisie de seconde zone, pour un impérialisme à intérêts limités, pour un Etat obéré de dettes, et cela, en face de l'impérialisme le plus formidablement outillé, le mieux préparé à sortir vainqueur de n'importe quelle course aux armements?

Les Etats insulaires impérialistes, c'est-à-dire pour lesquels la force navale est une nécessité deux fois vitale, se trouvent actuellement dans l'obligation de s'imposer mutuellement une certaine limitation des armements maritimes, à neutraliser les uns par les autres leurs prétentions à l'hégémonie mondiale, jusqu'à ce que le développement exagéré d'un impérialisme entraîne la rupture, la coalition des rivaux et la guerre générale. Les Etats capitalistes en décadence, les impérialismes malades, sont dans l'obligation de mettre en œuvre toutes leurs forces dans un dispositif de repli à la fois économique et militaire. La rationalisation industrielle de la France et sa nouvelle organisation de défense nationale sont un processus de réaction contre les conquêtes de l'économie américaine.

Il ne faut pas s'étonner de voir l'impérialisme insulaire des Etats-Unis (car l'Amérique du Nord est une grande île yankee) prêt à retarder l'heure où sa supériorité navale rapprochera l'Angleterre du Japon; ni de voir l'impérialisme insulaire britannique (même l'Inde est une île dans l'Asie, bordée du côté des terres par le Thibet et les monts Afghans) jeter le lest de quelques cuirassés pour retarder la liquidation prochaine de son empire; ni de voir l'impérialisme insulaire Nippon, brillant outsider de la course aux armements maritimes, sacrifier à un équilibre qu'il compte mettre à profit, son fameux programme des 8-8 (huit superdreadnoughts et huit croiseurs de bataille remplacés tous les huit ans). Il ne faut pas davantage se faire illusion sur l'avenir du désarmement, et sur la durée de cette trêve qui

sera fatalement rompue, dès que les conventions seront en désaccord avec les forces réelles en présence.

L'antinomie apparente entre les progrès de l'impérialisme américain et les propositions américaines de désarmement, entre le repli stratégique de l'impérialisme français et les refus français de désarmement ne doit pas troubler l'observateur marxiste. On aura fait la synthèse de ces aspects divers en constatant qu'aucun impérialisme ne se sent de taille à réaliser l'hégémonie mondiale, et par suite à entreprendre une politique navale sur le plan mondial.

L'Angleterre manque de vie industrielle, l'Amérique et le Japon manquent de bases hors du Pacifique. Or, une flotte privée de base n'est qu'une « Armada » sans défense. L'expérience russe de Tsushima l'atteste.

Il y a discontinuité du front naval entre les impérialismes. Impossible de séparer la stratégie navale d'avec la géographie.

Autrement dit, il n'existe pas un problème des armements maritimes, il existe un certain nombre de questions internationales où les forces navales jouent un rôle prépondérant. Ce sont: la question du Pacifique, la question de la Méditerranée, la question de la Baltique.

L'EQUILIBRE INSTABLE DU PACIFIQUE

Il n'y a pas eu, à proprement parler, de problème du Pacifique tant que l'Empire britannique est resté capable d'une politique navale à l'échelle mondiale. Tel était le cas à la fin du siècle dernier, lorsque la flotte anglaise représentait l'équivalent en valeur militaire de toutes les autres flottes réunies. Dix ans après, vers 1906, la flotte britannique cessait d'être **world-standard**, mais représentait encore plus du tiers de la flotte mondiale. On parla dès lors du **double-standard**, égalité avec la plus forte coalition de deux puissances. En fait, même une coalition germano-yankee n'aurait pas été capable de tenir en échec l'Angleterre sur toutes les mers du monde. En 1916, à l'apogée de sa valeur technique, entre la flotte allemande bloquée et la flotte américaine neutre, la « Home-fleet » tint non sans brio le rôle de reine des Océans.

Ce pouvait être le signe d'un avènement triomphal. Ce fut le chant du cygne de la force anglaise. Ebranlée sévèrement au Jutland par les canons des Allemands, chassée des mers par leurs sous-marins, elle dut se contenter en face de la nouvelle flotte américaine du rang de **one-power-standard**, d'égale de la plus forte puissance. Il restait à l'Empire un incomparable système de bases navales. Mais les